



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

# Revue de presse



**Dimanche 02 octobre 2022**



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## [Le Président Tebboune préside dimanche une réunion du Conseil des ministres](#)

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, présidera, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée au projet de loi de finances 2023, au texte de loi relatif à la répression de l'infraction à la législation et à la réglementation des changes, et à des exposés relatifs à plusieurs secteurs, a indiqué samedi un communiqué de la Présidence de la République.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## [APN : plénière lundi consacrée à la présentation de la Déclaration de politique générale du Gouvernement](#)

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra, lundi, ses travaux en séance plénière consacrée à la présentation de la Déclaration de politique générale du Gouvernement par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a indiqué samedi un communiqué de la Chambre basse du Parlement.



## [Transformation numérique : Une avancée indiscutable](#)

Le portail gouvernemental a vu le jour avec une capacité de concentration de 208 services numérisés. Face au grand besoin de sécuriser les actions et les procédures administratives des dérivés et des dysfonctionnements, l'État a donné un coup d'accélérateur en matière de numérisation. En un laps de temps court, le portail gouvernemental a vu le jour avec une capacité de concentration de 208 services numérisés.



## [Inflation : Une hausse prévisible](#)

Le taux d'inflation en Algérie est passé à 9,6% en 2022, alors qu'en 2021, il se situait au seuil de 7,23%. Indicateur sensible de la santé financière et économique, le taux d'inflation demeure le voyant à surveiller.



## [Le chef du gouvernement aujourd'hui devant l'APN: Armée, biens détournés et le reste au menu](#)

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra, demain, ses travaux en séance plénière consacrée à la présentation de la Déclaration de politique générale du Gouvernement par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.



## [L'APN reprend, demain, ses travaux en séance plénière : Le Premier ministre face aux députés](#)

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra, demain, ses travaux en séance plénière consacrée à la présentation de la déclaration de politique générale du gouvernement par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a indiqué hier un communiqué de la chambre basse du Parlement.

## Conseil des ministres ce dimanche : L'avant-projet de loi des finances 2023 au menu

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, présidera, demain dimanche, un Conseil des ministres. Il examinera l'avant-projet de loi de Finances pour 2023 et l'avant-projet de loi sur la lutte contre les infractions à la législation de change et les mouvements des capitaux vers et depuis l'étranger. Au conseil des ministres seront présentés, en outre, des exposés sur les secteurs de l'enseignement supérieur, de l'agriculture, des transports et des travaux publics.



## Kamel Benkhabecheche, économiste et conseiller en Investissement : « L'appréciation du dinar obéit à des facteurs conjoncturels externes »

Depuis quelques semaines, le dinar s'est apprécié face à l'euro et, d'un degré moindre, au dollar. Cette situation, obéit, selon Kamel Benkhabecheche, à des facteurs conjoncturels externes, se rapportant essentiellement à la hausse des prix du pétrole sur les marchés mondiaux et à une nette appréciation du dollar par rapport aux autres devises. Dans cette interview, il est question d'analyser la valeur actuelle du dinar et ses possibles conséquences sur les comptes extérieurs.



## ملفات هامة على طاولة اجتماع مجلس الوزراء

يترأس رئيس الجمهورية، القائد الأعلى للقوات المسلحة، وزير الدفاع الوطني، عبد المجيد تبون، الأحد، اجتماعا لمجلس الوزراء، وفقا لما أورده، السبت، بيان لرئاسة الجمهورية.



## SAA تمنح عمال التريبة تخفيض تأمين بـ50 بالمائة على سياراتهم

أعلنت اللجنة الوطنية للخدمات الاجتماعية أنه قد تم ابرام اتفاقية مع الشركة الوطنية للتأمين "SAA" والتي ستمنح تخفيض بنسبة 50 بالمائة لسيارات عمال التريبة.

## DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

# Les partis mobilisent leurs députés

Très attendue est la réaction des députés à la déclaration de politique générale que fera le Premier ministre, demain lundi.

Mohammed K. - Alger (Le Soir)

Une réaction que les divers groupes parlementaires de la Chambre basse du Parlement constituent de préparer et d'affiner jusqu'à aujourd'hui, dimanche, soit la veille de la venue de Ahmed Benabderrahmane à l'hémicycle parlementaire. Une démarche qui, pour rappel, va en droit ligne de l'article 111 de la Constitution de novembre 2020, qui stipule que le Premier ministre ou le chef du gouvernement, selon le cas, doit présenter annuellement à l'Assemblée populaire nationale, une déclaration de politique générale.

Ainsi, le parti du Front de libération nationale réunira, aujourd'hui dimanche, dans l'après-midi, en son siège national, ses 98 députés qui font de lui la première force politique à l'Assemblée. L'occasion certainement pour le secrétaire général Abou El Fadhi Baadj de donner des directives aux députés du parti à l'effet d'appuyer cette déclaration de politique générale du gouvernement, qu'il s'agira également d'enrichir.

Le Rassemblement national démocratique a tenu, pour sa part, hier samedi à Chlef, en marge d'un séminaire national de formation de ses élus locaux, une rencontre de ses députés avec le secrétaire général du parti. Ces derniers se sont répartis en groupes de travail avec, chacun, un chapitre de cette déclaration de politique générale du gouvernement à passer au peigne fin. «Le document est analysé et débattu chapitre par chapitre et il s'agissait, lors de cette rencontre lundi, pour le secrétaire général du

parti de donner des orientations aux députés qui auront à relever les points forts et les points faibles et de proposer des politiques», soutient, à ce propos, le chargé de la communication du RND, Sali Larabi.

Il faut rappeler que lors d'une toute récente activité dédiée à la jeunesse du parti, Tayeb Zitouni avait affirmé que la situation actuelle dicte d'interpeller le gouvernement quant à la mise en œuvre de ses engagements inscrits dans son plan d'action devant les représentants du peuple. Un gouvernement qui, selon lui, «doit répondre avec un dynamisme rapide aux aspirations des citoyens».

La même démarche est adoptée par le Front El Moustakbal, dont les députés passent au crible ledit document chapitre par chapitre, soutient Fateh Hourig, qui promet des interventions «responsables» des députés du front à la «hauteur des préoccupations et des aspirations des citoyens». Des députés du Front El Moustakbal qui se sont retrouvés ce week-end en présence d'experts pour faire une «évaluation écono-



mique mais également sociale» de l'action du gouvernement.

### Les réserves du MSP

Une démarche adoptée également par El Binaa et le Mouvement de société pour la paix.

Le parti que préside Abdelkader Bengrina organise, aujourd'hui dimanche, une journée d'étude consacrée à l'évaluation de l'action du gouvernement et des perspectives contenues dans ladite déclaration de politique générale. Il en est de même pour le MSP qui tient une similaire rencontre en présence

d'experts du parti et en dehors à même «d'outiller nos députés en prévision de leurs interventions lors des débats, eux dont les interventions doivent avoir des bases scientifiques et économiques, soutient Ahmed Sadouk, président du groupe parlementaire du parti. Surtout que les parlementaires du mouvement, ajoute notre interlocuteur, ont relevé beaucoup de remarques et de réserves concernant cette déclaration de politique générale qui, selon eux, «pèche par une pauvreté criarde en chiffres et autres indicateurs comparatifs».

Ceci en sus, ajoute encore Sadouk, le «nombre d'engagements manqués par le gouvernement, citant l'exemple des «avions de lutte contre les incendies promis, mais qui ne sont pas encore acquis». C'est pour cela qu'au niveau de la Direction nationale du mouvement, on pense à mettre en branle l'article 161 de la Constitution du 1<sup>er</sup> novembre 2020 qui stipule qu'à l'occasion du débat sur la déclaration de politique générale, ou suite à une interpellation, l'Assemblée populaire nationale peut mettre en cause la responsabilité du gouvernement par le vote d'une motion de censure. Une telle motion n'est recevable que si elle est signée par un septième, au moins, du nombre des députés.

Et cette motion de censure doit être, selon l'article suivant, approuvée par un vote pris à la majorité des deux tiers des députés. Un vote qui ne peut intervenir que trois jours après le dépôt de la motion de censure. Une fois cette motion de censure approuvée par l'APN, le Premier ministre ou le chef du gouvernement, selon le cas, présente la démission du gouvernement au président de la République.

M. K.

DÉNONCIATION ANONYME

# Mettre fin aux dérives !

● Les dénonciations anonymes rendues valides par l'ancien système ont fait beaucoup de torts à une multitude de citoyens. Dans sa dernière intervention, le président Tebboune à mis le holà sur ce qui s'apparentait à une véritable dérive.

Par Abderrezak Merad

Il y a un vrai fléau social qui sévit depuis des années en toute liberté, bien qu'il ait fait de nombreuses victimes. C'est le phénomène de la dénonciation anonyme observé à différents niveaux de la vie active, et notamment dans les sphères politiques, soit pour régler des comptes personnels, soit pour salir l'image et porter atteinte à la dignité de personnes tierces, ou pour causer des problèmes de justice à ces dernières en livrant des informations montées de toutes pièces et en confectionnant des «dossiers» imaginaires pour enfoncer le clou. Un jeu dangereux qui a, malheureusement, trouvé suffisamment de failles pour sévir et se développer.

Cette pratique de la délation que la morale réprouve quels que soient les motifs d'accusation souterraine, et qui n'est pas propre à l'Algérie, est bien entendue menée sous le sceau de l'anonymat qui rend l'exercice facile et absolument sans risques d'avoir un retour de manivelle soit éthique soit judiciaire. Combien sont-ils (elles) à avoir subi ce genre de dénonciations qui relèvent de la calomnie pure et simple, à avoir été ciblés par des accusations diffamatoires dont les répercussions se sont révélées dramatiques dans la vie de tous les jours, des retombées traumatisantes dont on a du mal à se relever ?

Certainement des milliers, mais peu importe les chiffres, puisque dans l'absolu ce sont autant de personnes persécutées par le système inique du mouchardage qui est mis sur la table et qui a amené les hautes instances du pays à s'intéresser de plus près au phénomène pour tenter de le

circonscrire. Devant donc l'ampleur peise par la dénonciation anonyme qui a affecté directement dans leurs carrières professionnelles de nombreux responsables et fonctionnaires d'Etat, tout aussi de dirigeants issus des corps constitués et des entreprises économiques étatiques ou privées, il a été décidé d'interdire désormais à la Justice d'enquêter sur les personnes en se référant simplement aux courriers anonymes ou à d'autres formes d'accusations qui ne sont pas identifiables. La mesure prise sous forme de directive émanant du chef de l'Etat en personne, qui s'imposait comme un acte salutaire pour mettre fin à une dérive qui a fait énormément de dégâts dans la vie privée et professionnelle des gens a été étendue aux services de sécurité et à tout l'appareil judiciaire sommés de ne plus prendre en considération les «balances» anonymes et autres rapportages clandestins.

Mais bien au-delà de la signification à donner à cette initiative entreprise pour protéger les Algériens de toute influence néfaste, c'est aussi pour rendre le climat professionnel chez les hauts fonctionnaires plus assaini et surtout moins suspicieux qu'elle a été rendue publique. Au demeurant, à plusieurs reprises, le président de la République a saisi les opportunités idoines lui permettant de monter au créneau à propos de ce phénomène pour rassurer les cadres qui donnaient l'impression de vivre avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête et qui donc ne pouvaient se libérer totalement dans leur travail, de peur de se retrouver un jour avec un dossier fabriqué devant les tribunaux. Une peur d'aller en prison, il faut le dire sans ambages, qui est

devenue de plus en plus perceptible chez les hauts commis de l'Etat, rendue palpable et accentuée par les nombreux procès intentés à leurs confrères qui dans la plupart des cas ont mené ces derniers tout droit à la privation de la liberté.

## LES CADRES, PREMIERS VISÉS

Cette crainte n'a pas échappé au premier magistrat qui a tenu de trouver le langage le plus approprié pour remettre les cadres du pays en confiance en leur enlevant de la tête un poids psychologique énorme. Il faut avouer que cette peur ressentie par les fonctionnaires et tous les responsables qui forment l'élite administrative, économique, institutionnelle et politique du pays a été par trop handicapante pour la bonne gouvernance, la gestion des affaires et évidemment le bon fonctionnement des institutions. Son effet aura été de paralyser l'esprit d'initiative des cadres pour les limiter à ne réaliser que le strict minimum de leurs compétences. Ainsi, pour ne pas s'exposer et avoir des ennuis avec la justice, le réflexe de ces commis a été de ne faire preuve d'aucune intervention qui peut paraître encombrante et hors prérogatives officielles sous forme d'un excès de zèle pouvant coûter très cher. Rassurer et les remettre dans un climat de confiance avec une liberté totale d'entreprise, c'est la consigne qui a été promulguée pour mettre fin aux doutes et aux suspicions.

Le président Tebboune avait déjà eu à aborder ce sujet de la délation anonyme, lorsqu'il avait plaidé pour la suppression des lettres anonymes devant s'adresser aux gestionnaires d'entreprises de surmonter leur peur et de faire preuve d'audace

dans la prise de décisions. En revenant à la charge face à des walis eux aussi impactés par le phénomène de la terreur psychologique diffuse, le Président a certainement voulu les convaincre que l'Etat est derrière eux pour les protéger de toute malveillance susceptible de restreindre leurs bonnes intentions et qu'en conséquence ils avaient dès lors la latitude de faire leur travail en toute liberté. Une consigne même provenant de la plus haute autorité peut-elle à elle seule combattre et venir à bout d'un phénomène aussi destructeur que celui de la terreur psychologique qui se répand comme une trainée de poudre ? Il faut du temps pour le savoir, bien que les instances judiciaires et sécuritaires soient sollicitées pour agir à leur niveau et arrêter le mouvement de la dénonciation perfide, là où il prend généralement sa source. Cependant, c'est l'incrustation dans les esprits de ce phénomène qui est plus difficile à enrayer. A titre d'exemple, la presse nationale est en butte au même processus d'influence psychologique s'agissant de la liberté d'expression. Il règne en effet dans les rédactions comme une hantise de dépasser les limites dans l'exercice du métier qui peuvent valoir de mauvaises surprises. Alors pour s'en prémunir, c'est l'autocensure bête et méchante qui a pris place pour constituer le meilleur rempart contre une mauvaise interprétation de la production journalistique. Pourtant, c'est le président de la République lui-même qui a réitéré à maintes reprises que la liberté d'expression est garantie dans notre pays à condition qu'elle ne soit ni diffamatoire, ni insultante, ni outragante. Est-ce suffisant pour rassurer les journalistes ?

A. M.

## DOUANES

# Saisie de quantités d'huile de table, de cigarettes et de comprimés psychotropes

Les services des douanes ont procédé à la saisie de plus de 4000 bidons de 5 litres d'huile de table à Djelfa, de 25 000 paquets de cigarettes de marques étrangères à Tougourt et plus de 200 000 comprimés psychotropes à Hassi Messaoud, a indiqué hier un communiqué de la Direction générale des Douanes. «Dans le cadre de la poursuite sur le terrain des efforts des services opérationnels des brigades des Douanes, les éléments de la brigade mobile relevant de l'Inspection divisionnaire des Douanes de la wilaya de Djelfa ont procédé, dans le territoire de compétence de la direction régionale des douanes de Laghouat, à la saisie de 4032 bidons de 5 litres d'huile de table à bord d'un camion et à l'arrestation de deux individus», a précisé le communiqué. L'opération s'inscrit dans le cadre des missions de protection des services des Douanes mobilisés pour lutter

contre les différentes formes de contrebande, notamment des produits subventionnés pour préserver la stabilité du marché national, et ce, en application des instructions des autorités publiques visant à assurer un approvisionnement permanent et continu du citoyen en produits de consommation, a ajouté la même source. A Tougourt, les éléments de la brigade polyvalente relevant des services de l'Inspection divisionnaire des Douanes d'Ouargla ont procédé, dans le territoire de compétence de la Direction régionale des Douanes d'Ouargla, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), à la saisie de 25 000 paquets de cigarettes de marque étrangère (HP) à bord d'un camion et à l'arrestation du contrevenant. L'opération s'inscrit dans le cadre «des efforts consentis par les services des douanes algériennes et de la mobilisation de leurs

éléments dans l'objectif de contribuer à la lutte contre la contrebande, sous toutes ses formes, pour la préservation de la santé et de la sécurité du citoyen», note le communiqué. Par ailleurs, les éléments de la brigade mobile relevant des services de l'Inspection divisionnaire des douanes de Hassi Messaoud ont saisi, dans le territoire de compétence de la Direction régionale des Douanes d'Ouargla, 217 146 comprimés psychotropes de type Prégabaline 300 mg soigneusement dissimulés dans un tracteur. Cette opération montre, selon la DGD, «la vigilance et la rigueur des agents des douanes algériennes mobilisés pour l'accomplissement de leurs missions, notamment dans le cadre de la lutte contre le trafic, sous toutes ses formes, dont celui des stupéfiants et des psychotropes en vue de protéger la santé et la sécurité du citoyen».

■ L'Europe obligée d'intensifier l'action extérieure auprès de ses fournisseurs d'énergie

## Pour l'Algérie, de nouvelles opportunités se dessinent à l'horizon

**La crise énergétique qui secoue l'Europe actuellement et la remontée fulgurante de la valeur du billet vert (dollar), soutenu par la politique monétaire rigoureuse adoptée par la Banque centrale américaine (Fed), fait craindre l'effondrement des autres devises et l'explosion de l'inflation.**

La plus grande peur, aujourd'hui, est liée à la hausse certes des prix de l'énergie, au risque de pénurie de matière première, mais surtout à l'inflation alimentaire qui ne cesse de grimper chaque jour un peu plus.

Les politiques européens accusent en premier la Russie d'être à l'origine de cette situation de crise, ensuite les distributeurs alimentaires et les industriels. Aucune des deux dernières parties ne reconnaît sa responsabilité dans l'aggravation de la crise alimentaire et la flambée des prix. La crise énergétique n'arrangera pas la situation, notamment, à l'approche de l'hiver, mais pourrait par ailleurs, constituer une opportunité pour d'autres pays, telle que l'Algérie qui s'efforce de mettre en place des stratégies de ripostes assez rigoureuses pour faire face à la crise économique et financière.

L'Etat a pris, au cours de l'année en cours, de nombreuses mesures de soutien à l'économie et au pouvoir d'achat des Algériens, et ce, afin de lutter contre les effets négatifs de l'inflation sur les ménages et les entreprises.

Parmi ces mesures, la suppression pour les personnes touchant 30.000 dinars de l'impôt sur le revenu global et le maintien du système de subvention des produits de large consommation, allant jusqu'à geler les impôts sur certaines denrées alimentaires. Les entreprises nationales soutenues par l'Etat devraient, tou-



■ L'Etat vise à mettre en place les mesures nécessaires pour ne laisser aucunes entreprises dans les problèmes financiers. (Photo : DR)

tefois, relancer leurs activités en vue de garantir leur opérationnalité et rentabilité. Profiter des nouveaux régimes d'incitations introduits dans le nouveau Code de l'Investissement pour lancer des projets structurants et saisir la conjoncture actuelle pour attirer les investisseurs étrangers dans l'impasse. L'Etat vise à mettre en place les mesures nécessaires pour ne laisser aucunes entreprises dans les problèmes financiers, en contrepartie, il exige un retour positif de ces entreprises sur le marché local.

Le Gouvernement s'engage à poursuivre ses réformes en vue de bâtir le nouveau modèle économique. Il prendra effectivement en compte l'amélioration des indicateurs macro-économiques dans le pays, l'appréciation de la monnaie nationale, le dinar, depuis plusieurs semaines (cotations de la Banque d'Algérie) et la hausse des recettes de l'Etat, cette année, grâce au redressement du marché pétrolier dans son avant-projet de loi de Finances 2023. Le Gouvernement dévoilera les contours de l'APLF 2023 les semaines prochaines (budget, mesures fiscales, sociales et l'investissement...). La conjoncture internationale influencera probablement sur les mesures de l'APLF 2023 car l'Algérie oeuvre aussi à renforcer sa résilience économique pour faire

face aux chocs extérieurs qui pourraient affecter sa stabilité financière. Si le marché pétrolier et gazier est très porteur et rentable pour le pays, la dépendance du pays aux importations pèse sur ses prévisions de croissance et d'inflation, mais aussi sur la disponibilité des produits.

Beaucoup reste à faire sur le niveau local (manque d'infrastructures et d'investissement), ce qui pourrait être rattrapé avec la nouvelle stratégie du Gouvernement visant à faire sortir les zones d'ombre de leur pauvreté et isolement et à encourager l'émergence des initiatives locales.

En parallèle, les autorités, y compris les investisseurs, surveillent de près l'évolution du marché pétrolier, des matières premières ainsi que les politiques monétaires agressives adoptées par certains pays pour mesurer leur impact sur les objectifs. Les perspectives moroses de l'économie mondiale affectent les prévisions de demande, mais aussi des autres matières premières.

Pour éviter la chute des cours du pétrole, l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep) et leurs alliés hors-Opep pourraient, lors de leur prochaine réunion mercredi, réduire leur volume de production. Un coup dur pour les investisseurs, notamment européens, qui voient leur pouvoir d'achat s'effondrer à

cause de la crise énergétique et le renforcement du dollar.

Fortement touchée par la double crise pétrolière et financière depuis des années, l'Algérie pourrait anticiper sa riposte pour éviter de sombrer à nouveau. Le pays devrait défendre son attractivité économique auprès de ses partenaires européens pour attirer les capitaux étrangers et accélérer la modernisation de ses services douaniers pour faciliter et renforcer ses exportations régionales.

C'est une occasion pour renforcer ses investissements dans le secteur de l'énergie ainsi que son offre pour doper ses réserves de change et sécuriser ses finances sur le long terme.

Dans un récent rapport le Business Europe, une organisation représentant le patronat européen a tiré la sonnette d'alarme sur le risque de « pertes de production et d'arrêts de milliers d'entreprises européennes », estimant qu'il est extrêmement important d'intensifier encore l'action extérieure auprès des fournisseurs et de déployer au plus vite des capacités supplémentaires en matière d'énergies renouvelables, d'énergie nucléaire, d'énergie à faible émission de carbone et de gaz naturel en Europe », a rapporté le site spécialisé, leprixdubaril.com.

Samira Takharboucht

## بوابة تتضمن 208 خدمة عمومية تعرض على البرلمان الحكومة تضع التحول الرقمي في خدمة الاقتصاد

أنشأت بوابة حكومية تتضمن 208 خدمة عمومية رقمية في إطار التحول الرقمي للإدارة العمومية، أعلن عنها بيان السياسة العامة للحكومة الذي سيعرض، غدا، على نواب المجلس الشعبي الوطني، من أجل المناقشة والتصويت والمصادقة عليه قبل مروره على مجلس الأمة.

للمنتجات السياحية، ولاسيما المسارات السياحية الموضوعاتية والتي أطلقت في جوان 2022 وتتزامن مع الرؤية التي تتبناها الحكومة في اعتبار القطاع السياحي أحد أهم البدائل، على حد تعبير الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمان، خلال التصريح الأخير بمناسبة إشرافه على افتتاح الصالون الدولي للسياحة والأسفار نهاية الأسبوع الماضي.

وإلى جانب العمل على المنصة الرقمية للمستثمر التي توجد قيد التطوير، أطلقت الحكومة منصات أخرى، على غرار منصة "الإحصاء الوطني للأوعية العقارية غير المستغلة" والتي تهدف إلى تشكيل قاعدة بيانات للأوعية العقارية المتوفرة على المستوى الوطني والتي تم إطلاقها في جويلية الماضي وإنشاء بوابات "مساهمتيك" ونشرها على مستوى 105 قياضة ضرائب.

وفي ذات السياق، تم وضع منصة رقمية (العقار) للإطلاع على الوثائق المسحبة وطلبها عبر الطريق الإلكتروني، مع إمكانية دفع مقابل هذه الخدمات عبر الإنترنت بالنسبة للمواطنين الحاملين لبطاقة الدفع ما بين البنوك، في حين تتطلب كل هذه الأعمال اعتماد الرقم التعريفي الوطني الوحيد والذي يجري تجسيده من خلال تعميم رقم التعريف الوطني على مستوى جميع الدوائر الوزارية.

س. ب



لمنصة مؤمنة لتبادل الوثائق الإدارية والقانونية بين مؤسسات الدولة.

كما شرعت الحكومة في ترشيد النفقات العمومية في مجال الرقمنة عن طريق تظافر الموارد، من خلال وضع آلية للاستشارة والمتابعة وإحصاء جميع المخططات القطاعية للرقمنة والتي سمحت بتحديد 300 مشروع جاري إنجازها و271 مشروع تم استكمالها، وتتضمن هذه الخطوة البوابة الإلكترونية المخصصة للصفقات العمومية والتي تم إطلاقها شهر ديسمبر 2021.

وتضاف إلى المنصات الرقمية، البوابة الإلكترونية الخاصة بالترويج

### سعيد بشار

تندرج هذه البوابة الإلكترونية ضمن الجهود التي قامت بها الحكومة خلال الفترة الممتدة ما بين سبتمبر 2021 وأوت 2022، والتي وردت في بيان السياسة العامة للحكومة الذي سيعرض من قبل الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمن، يوم 3 أكتوبر القادم على نواب المجلس الشعبي الوطني.

وحسب ذات الوثيقة، فقد تم إعداد مشروع مرسوم يتعلق بالمرجع التكنولوجي المعياري، بهدف ضمان انسجام المنصات الرقمية المخصصة للخدمات العمومية ووضع حيز الخدمة

## المحافظة العقارية بالروبية والجزائر رفض تنفيذ حكم قضائي لإشهار عقد بيع عقار

المشعبة ضد الخصوم أن يقوموا بتنفيذ هذا الحكم .  
والغريب أن الحكم تم تليغه لمدير الحفظ العقاري من طرف محضر قضائي بتاريخ 15 نوفمبر 2021، حيث تم تسليمه محضر تكليف بالوفاء ومحضر إعلان سند تنفيذي دون الاستجابة لتنفيذ الحكم، وحرر المحضر القضائي محضر امتناع عن التنفيذ بتاريخ 17 جانفي 2022، ورغم ذلك، وفي بداية شهر أوت الماضي تم القيام بإجراءات أخرى من طرف المحضر القضائي بالروبية، حيث قام بإيداع الحكم بالمحافظة العقارية بالروبية الكائن مقرها ببلدية هراوة، وتحصل على قسيمة الإيداع بعد تسديد ثمن الإيداع، لكن ولحد الآن لم يتم الرد على المحضر القضائي، من جهتنا حاولنا بحجة كونه مشغول. وبين هذا وذاك وفي حالة الرفض، يبقى للمواطن الضحية من عدم تنفيذ حكم قضائي وعدم إشهاره، اللجوء إلى قاضي التحقيق لتقديم شكوى في القسم الجزائري ضد كل مسؤول رفض تنفيذ حكم العدالة والمطالبة بالتعويض.

التنفيذية في 16 جانفي 2014، ولتنفيذ مقتضيات الحكم، تم تنفيذ التزامات المواطن اتجاه المؤسسة، وقام موثق بالروبية بإيداع الحكم الممهور بالصيغة التنفيذية لإشهاره لدى المحافظة العقارية للروبية، لكن الأخيرة رفضت إشهار الحكم، وردت بقرار الرفض الحامل لرقم 2020/485 غير مؤرخ، وهو محل استفهام، والمرسل إلى الموثق بالروبية، تضمن رفض الإيداع لأسباب تقنية لا مجال لمناقشتها أمام وجود حكم حائز لقوة الشيء المقضي فيه، وبناء على تحقيق القضاء أصدرت المحكمة الإدارية لبومرداس حكما بإلغاء قرار المحافظة العقارية، القاضي برفض إشهار الحكم لعدم مشروعيته، والزام مدير الحفظ العقاري لولاية الجزائر بشهر الحكم النهائي الصادر عن محكمة الروبية بتاريخ 26/09/2013.

الحكم يحمل الصيغة التنفيذية مؤرخ بتاريخ 7 نوفمبر 2021 حيث توجد وثيقة رسمية تدعو الوزير أو الوالي أو رئيس المجلس الشعبي البلدي وكل مسؤول إداري آخر، كل فيما يخصه وتدعو كل المحضرين القضائيين المطلوب إليهم ذلك فيما يتعلق بالإجراءات

• ترفض مصالح المحافظة العقارية بالروبية في العاصمة تطبيق حكم قضائي نهائي صادر عن المحكمة الإدارية لبومرداس مهوور بالصيغة التنفيذية لأجل إشهار حكم قضائي بالمحافظة العقارية للروبية محل تعطيل.

الحكم القضائي صدر عن المحكمة الإدارية لبومرداس علنا باسم الشعب الجزائري ضد المحافظ العقاري لولاية الجزائر والمحافظة العقارية للروبية بعد شكوى مواطن لإشهار حكم قضائي خاص بعقار، حيث بموجب عريضة بتاريخ 21/04/2021 تحت رقم 20/924 أقام المواطن (ع.أ) دعوى ضد وزارة المالية الممثل في مدير الحفظ العقاري لولاية الجزائر والمحافظة العقارية للروبية، جاء فيها أنه إثر نزاع مع مؤسسة ترقية السكن العائلي لبومرداس من أجل إتمام إجراءات بيع سكن، صدر حكم بإلزام المدعي عليها مؤسسة ترقية السكن العائلي بإتمام إجراءات البيع (..) وفي حالة رفض مؤسسة ترقية السكن العائلي يحل الحكم مقام العقد، وتم تليغ الحكم بصفة قانونية، ولم يقع أي استئناف، حيث تم الحصول على الصيغة

## رئيس الجمهورية يترأس اليوم اجتماعا لمجلس الوزراء «قانون المالية 2023».. قرارات هامة لفائدة الاقتصاد والمواطن

■ دراسة مشروع قانون يتعلق بقمع مخالفة حركة رؤوس الأموال والصرف  
■ عروض تخص قطاعات التعليم العالي والفلاحة والنقل والأشغال العمومية



يترأس رئيس الجمهورية، القائد الأعلى للقوات المسلحة، وزير الدفاع الوطني عبد المجيد تبون، اليوم الأحد، اجتماعا لمجلس الوزراء يتناول مشروع قانون المالية لسنة 2023 ومشروع قوانين وعروض تتعلق بعدة قطاعات أخرى، وفقا لما أورده، أمس، بيان لرئاسة الجمهورية.

وجاء في البيان: يترأس السيد عبد المجيد تبون، رئيس الجمهورية القائد الأعلى للقوات المسلحة، وزير الدفاع الوطني، اليوم، اجتماعا لمجلس الوزراء، يتناول مشروع قانون المالية لسنة 2023 ومشروع قانون يتعلق بقمع مخالفة التشريع والتنظيم الخاصين بالصرف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج وعروضا تخص قطاعات التعليم العالي والفلاحة والنقل والأشغال العمومية.

### أولويات للتكفل بالانشغالات وتعزيز التنمية ملفات هامة في صلب اهتمام الدولة بالمواطن

نهاية السنة الحالية، بحسب آخر تصريحات الرئيس تبون، الذي أكد أنه «في غضون 6 أشهر، يعول الله، سنتج الجزائر الزيت بكل مراحل.. من الفلاح إلى المستهلك، بينما سيعرف إنتاج السكر التوجه نفسه، وهو في مرحلة التجريب.. الجزائر تتوفر على كافة الإمكانيات والوسائل لتصل إلى إنتاج 9 ملايين طن من الحبوب سنويا، وهو ما يوازي الكميات التي تستهلكها، وهذا في انتظار نتائج إحصاء عدد رؤوس المواشي لتحديد المعجز المسجل في اللحوم الحمراء؛ كلها معطيات تشير إلى التحلي عن سياسة «الريح» التي انتهجتها الحكومات المتعاقبة في الجزائر، وهذا بغية الوصول إلى هدف تحقيق الاكتفاء الذاتي والأمن الغذائي والمائي المتشودين خلال هذه الفترة الحرجة التي يمر بها العالم.

2022 زيادات معتبرة مست أجور أزيد من 2.7 مليون جزائري، وكانت على مراحل، أولها الرفع من الحد الأدنى للأجور، فضلا عن قرار مراجعة منحة البطالة بما يتماشى والتوازنات المالية للبلاد. بعد إقرار هذه المنحة السنة الماضية في سابقة هي الأولى في الجزائر. كما يواكب هذا الأمر مراجعة منح المتقاعدين أيضا، حيث تحظى هذه الشريحة من المواطنين باهتمام بالغ من قبل رئيس الجمهورية.

يفتح الرئيس اليوم أيضا ملف الفلاحة، الذي يعتبر من أهم الملفات التي تحظى بالأولوية لدى الرئيس، في طريق نجاح خطة الإصلاح الاقتصادي، خاصة وأن الجهود نجحت في رفع قيمة صادرات البلاد خارج المحروقات إلى 5 ملايين دولار، قبل تحقيق الهدف المسطر ببلوغ 7 ملايين دولار مع

أول ملف يوضع على طاولة مجلس الوزراء، الذي يعقد اليوم، يتعلق بقانون المالية لسنة 2023، حيث كان الرئيس قد أمر خلال ترؤسه اجتماعا لمجلس الوزراء سابقا، الحكومة بالشروع في مراجعة منحة البطالة ومستحقيها، وأجور العمال ومنح المتقاعدين، بما يتناسب مع التوازنات المالية، وإدراجها في قانون المالية 2023.

#### هيام لعيون

الخطوة التي لقيت صدى إيجابيا لدى مختلف الأوساط، سواء في الشارع أو على مستويات سياسية واقتصادية، اعتبرت بمثابة دفع عجلة الإصلاحات نحو الأمام، بهدف تحسين أجور الجزائريين، بعدما شهدت سنة

قانونا المالية وحركة الأموال والصرف في مجلس الوزراء اليوم

# لا ضرائب ولا رسوم جديدة

## على المواطن



• تبسيط الإجراءات الجبائية  
لتشجيع الإنتاج الوطني  
والاستثمار

• التبغ والمواد الكحولية في مرمى  
الحكومة وإجراءات تضامنية

• تسوية ودية لتحصيل أموال  
مخالفات الصرف وحركة  
الأموال

وفي المحاور الكبرى للجانب التشريعي لمشروع قانون المالية، فجميع التدابير تستهدف 6 أهداف رئيسية، بتقديمها تشجيع ودعم الاستثمار وكذا تكثيف وتبسيط الإجراءات الجبائية لتشجيع الإنتاج الوطني واستقطاب رؤوس الأموال الأجنبية، إلى جانب إجراءات تتعلق بتعبئة الموارد وتشجيع إجراءات الدعم والتضامن التي تدخل ضمن الطابع الاجتماعي للدولة الجزائرية، إلى جانب الحفاظ على توازنات الخزينة العمومية.

وفي الشق المتعلق بتعبئة الموارد، وباستثناء بعض الرسوم التي تشمل نشاطات بعض الشركات الكبرى، فسيكون نشاط شركات التبغ وتجارة الكحول معنيا بمرجعة الرسم سواء تعلق الأمر بالرسم الداخلي على الاستهلاك أو عمليات استيراد وبيع كل أنواع التبغ بما فيها السجائر الإلكترونية، وذلك في سياق سياسة الدولة الرامية إلى حماية الصحة العمومية.

وفي انتظار مقررات مجلس الوزراء اليوم، وتوجيهات الرئيس تبون المتعلقة بمضامين مشروع قانون المالية 2023، يبقى الأكيد أن حماية القدرة الشرائية للمواطن والنهوض بالاقتصاد وتحريره من قبضة الربيع النفطي ولوبيات الحاوية، أولوية الأولويات، فثمة من أن تحسن معيشة المواطن في جميع مناحيها مرتبط بخلق الثروة.

الخاصة التي جعلت التنس التشريعي المتعلق بحركة رؤوس الأموال يدخل ضمن صلاحيات وزارة العدل، إذ سبق لوزير العدل أن قدم المشروع التمهيدي المتعلق بالتدابير الجديدة. ويقترح مشروع القانون أطارا قانونيا جديدا يعطي الأولوية لتحصيل الأموال الناتجة عن هذه المخالفات والمحافظة على مصالح الخزينة العمومية من خلال تشجيع اللجوء إلى آليات التسوية الودية، لما تحمله هذه الآلية من سلاسة وتسريع لتحصيل الأموال.

ويعيد عن العروض التي يتضمنها جدول أعمال مجلس الوزراء والمتعلقة بقطاعات كل من التعليم العالي والخلاعة والنقل والأشغال العمومية، سيحدد مضمون مشروع قانون المالية 2023 اهتمام الرأي العام إليه، من شركات ومستثمرين وراغبين في الاستثمار وحتى المواطن، هذا الأخير الذي بنى الرئيس تبون جدارا سميكاً بينه وبين الحكومة لجماعته من أي رسوم أو ضرائب قد تؤثر على قدرته الشرائية.

وحسب مصادر "المساء"، فالرئيس تبون حذر الحكومة من وضع أي تدابير تؤثر على قدرته الشرائية، وهو الذي سبق وأن فرمل جميع الإجراءات التي تضمنتها قانون المالية 2022 والتي أدت بطريقة غير مباشرة على بعض جوانب حياة المواطن، ليتدخل الرئيس ويجفدها قبل أن تفسد بموجب قانون المالية التكميلي لسنة 2022.

ينظر مجلس الوزراء في اجتماعه، اليوم، برئاسة رئيس الجمهورية القائد الأعلى للقوات المسلحة وزير الدفاع، عبد المجيد تبون، في مشروع قانون المالية لسنة القادمة، وسط أوامر وتوجيهات سابقة ألزم الرئيس الحكومة من خلالها، بعدم المساس بالقدرة الشرائية للمواطن ضمن التدابير التشريعية التي سيجعلها التنس، فلا ضرائب ولا رسوم تستهدف جيوب المواطنين.

### « سلميرة، ب

وحسب بيان رئاسة الجمهورية، فاجتماع مجلس الوزراء سيتناول اليوم مشروع قانونين يخصان قطاع المالية، ويتعلق الأمر بمشروع قانون المالية لسنة 2023، ومشروع قانون يتعلق بقمع مخالفة التشريع والتنظيم، الخاصين بالصرف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج، وإن كان الأول يعد أكثر أهمية، كونه السند المرجعي لجميع العمليات المالية والتدابير التشريعية للأداء الحكومي طيلة السنة في شقيه الميزانياتي والتشريعي، فمشروع القانون الخاص بتعديل القانون الخاص بالصرف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج لا يقل أهمية عن مشروع قانون المالية لسنة القادمة، ذلك لأنه يتعلق بقمع مخالفة التشريع والتنظيم الخاصين بالصرف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج، هذه

## الأيام الإعلامية للجمارك بسطيف تعريف بالمخطط الاستراتيجي لإدارة الجهاز

التعريفية الجمركية الوطنية التي دخلت حيز التنفيذ منذ الفاتح جانفي 2022، إلغاء بعض البنود والبنود الفرعية، واستحداث أخرى وتفصيل بعض البنود والبنود الفرعية في النسخة الجديدة لسنة 2022.

تهدف هذه التعديلات التي مست شريحة واسعة من البضائع العابرة للحدود، إلى التكفل بالمسائل البيئية والاجتماعية ذات البعد العالمي، والتكيف مع الممارسات التجارية الحالية التي تعرف ظهور أنواع جديدة من المنتجات، كما تتكفل النسخة الجديدة بمسائل تتعلق بالصحة، وأمن المواطن، وحماية المجتمع ومكافحة التهريب، والأمن الغذائي، إلى جانب حماية البيئة لمواكبة التطور التكنولوجي والممارسات التجارية الحالية، والتكفل ببعض المنتجات الخاصة التي تؤطرها بعض الاتفاقيات الدولية، كالمنتجات المستنفذة لطبقة الأوزون، ومراقبة الحركة الحدودية للنفايات الخطيرة من أجل التخلص منها، ومكافحة المخدرات والأسلحة الكيميائية، ومجال الطاقات المتجددة.

وستستمر هذه الديناميكية، في مرافقة المتعاملين الاقتصاديين، خلال شهري أكتوير ونوفمبر من السنة الجارية، بالتنسيق مع غرفة التجارة والصناعة الهضاب، بتنظيم أيام إعلامية موضوعاتية مماثلة، تهدف إلى تقريب مصالح الجمارك من المتعاملين الاقتصاديين، وضمان أحسن مرافقة لهم.

متصور حليتهم

انطلقت، نهاية الأسبوع الماضي، بسطيف، فعاليات الأيام الإعلامية الخاصة بالمخطط الاستراتيجي لإدارة الجمارك الجزائرية 2022 / 2024، بإشراف من المديرية الجهوية للجمارك (سطين)، والتنسيق مع غرفة التجارة والصناعة الهضاب، مع مشاركة عدد من المتعاملين الاقتصاديين، ووكلاء المعبور المعتمدين عبر تراب الولاية.

تدخل هذه التظاهرة الإعلامية التحسيسية، في برنامج المديرية العامة للجمارك الجزائرية، تحت شعار "مرافقة المؤسسات لدعم الانتعاش الاقتصادي"، ووضع حيز التنفيذ المخطط الاستراتيجي لإدارة الجمارك الجزائرية، في شقه المتعلق بترقية العلاقة جمارك مؤسسة اقتصادية المستمد من توصيات السلطات العليا للبلاد الرامية إلى جعل سنة 2022، سنة إقلاع اقتصادي بامتياز، وترامن من خلاله على الدور الاقتصادي الذي تضطلع به الجمارك الجزائرية من أجل تحقيق أهداف مخطط عمل الحكومة في المجال الاقتصادي.

وركزت فعاليات اليوم الأول، على تمهيم التعديلات التي طرأت على هيئة التعريفية الجمركية، بمناسبة إدخال النسخة الجديدة 2022 للنظام المنسق، لتمهين وترميز البضائع وقانون المالية التكميلي لسنة 2022، تحت عنوان "تمهيم النظام المنسق لنسخة 2022 في التعريفية الجمركية الوطنية".

شهدت التغييرات التي مست

## Revue de presse du samedi du 01 octobre 2022



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### Réalisation d'un portail gouvernemental intégrant 208 services publics numérisés

Un portail gouvernemental intégrant 208 services publics numérisés, a été réalisé dans le cadre de la transformation numérique de l'administration publique, indique la Déclaration de politique générale du Gouvernement, qui sera présentée le 3 octobre à l'Assemblée populaire nationale (APN).



### **Numérisation, simplification des textes...: Plaidoyer pour une réforme du régime fiscal**

Reconnue comme un impératif par les pouvoirs publics et soutenue par tous les experts, la réforme du système fiscal algérien demeure la plus lente à prendre forme, et ce en dépit de son caractère frappé du sceau de l'urgence. Le diagnostic est des plus clairs. Malgré toute son attractivité, le régime fiscal algérien nécessite une réforme générale profonde, tant sur le plan législatif que matériel. C'est ce que préconise M. Sellami Boubekeur, expert en fiscalité, président de l'Association générale des conseillers fiscaux algériens.

Dans une intervention, jeudi dernier, dans «l'Invité de la rédaction» de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, M. Sellami Boubekeur a relevé que la réforme du régime fiscal peut épargner à l'Etat de nombreux déficits budgétaires. «Toute fuite en matière de fiscalité pourrait être à l'origine du déficit budgétaire qui est de 4600 milliards de dinars», a-t-il prévenu. Non sans souligner qu'il faut avoir les moyens de sa politique, car si l'administration fiscale est chargée de recouvrer tous les impôts nécessaires pour le budget de l'Etat, la doter des moyens indispensables pour accomplir ses missions est une attention primordiale.

En sus, l'expert a insisté sur d'autres mesures, comme «la simplification du régime fiscal, la vérification de ses textes et l'élimination des vides juridiques». Précisant dans ce cadre que «si nous arrivons à éliminer les vides juridiques, nous pourrions fermer la porte des interprétations et des lectures de chaque responsable». Et la numérisation n'est pas en reste dans les recommandations de M. Boubekeur.

A ce propos, il a précisé que «la numérisation peut résoudre beaucoup de problèmes, pour l'administration fiscale, comme pour le Trésor public et les contribuables». Ajoutant dans ce sillage que la numérisation est un moyen qui peut aussi «permettre à l'administration fiscale d'avoir les moyens de contrôler l'impôt, de connaître les contribuables, de leur permettre de payer leurs impôts dans de bonnes conditions».

Rappelons que le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, avait prôné au début de l'année en cours, dans un message aux cadres et personnels des finances, l'accélération de la numérisation du secteur, notamment les administrations des impôts, des douanes et des domaines, pour améliorer le service public au profit des citoyens et des opérateurs économiques.



### **Laborieux exercice pour le Premier ministre devant les députés : 300 questions pour Benabderrahmane**

Le texte sera présenté aux députés, lundi en séance plénière, par le Premier ministre. Le président de l'APN, Brahim Boughali, a fait état, avant-hier à Alger, de plus de 300 demandes d'intervention sur le contenu de la Déclaration de politique générale du gouvernement qui sera présentée aux députés, lundi en séance plénière, par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane. «La Déclaration de politique générale a été déposée la semaine dernière auprès de l'Assemblée.



### **L'Algérie réforme son système statistique : Pleins pouvoirs au CNS et à l'ONS**

En engageant ces profondes réformes, l'Algérie se met au diapason des exigences nationales et internationales en matière d'informations statistiques. L'Algérie garde le cap sur les Objectifs du développement durable pour 2030 et actualise son système statistique. Longtemps revendiquées par les experts, des données fraîches et exactes, dans les domaines économique et social, constituent, désormais, une priorité pour le gouvernement. L'État engage, en effet, une profonde réforme du Système national statistiques.



### **Fonds détournés à l'étranger : La traque internationale**

Deux cent dix-neuf commissions rogatoires internationales, dont 43 exécutées et 156 en cours de traitement par les autorités judiciaires des pays concernés, ont été lancées pour l'identification, la saisie et la confiscation des fonds détournés à l'étranger, indique la déclaration de politique générale du gouvernement devant être présentée, début octobre, à l'Assemblée populaire nationale (APN).



### [Pour aider les pays à faire face aux "choc alimentaires" : Le FMI crée un instrument](#)

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé vendredi le lancement d'un nouvel instrument d'aide visant à répondre rapidement aux besoins des états faisant face à l'insécurité alimentaire.



### [Boughali: plus de 300 demandes d'intervention dans les débats de l'APN](#)

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali a fait état, jeudi à Alger, de plus de 300 demandes d'intervention sur le contenu de la Déclaration de politique générale du gouvernement, déposée la semaine dernière auprès du bureau de l'assemblée, et qui sera présentée aux députés, lundi en séance plénière, par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane.



### [Le gaz algérien va coûter de plus en plus cher !Sonatrach confirme la révision des prix du gaz vendu à l'Espagne et à l'Italie](#)

L'option de la révision des prix du gaz vendu à ses partenaires européens était sur la table depuis des mois. Certes, les négociations étaient longues (six mois), mais concluantes. Six partenaires sur onze ont approuvé la révision des prix de l'achat du gaz algérien. Aucun détail sur les nouveaux tarifs ou des volumes supplémentaires des exportations n'a été donné.



## Cotation de l'Euro et du dollar par rapport à la monnaie nationale : la tendance baissière se poursuit

Les deux monnaies de référence, l'Euro et le Dollar, continuent leur tendance baissière par rapport au dinar. La monnaie européenne, peut-on lire sur le site de la Banque d'Algérie, s'échange contre 135.88 et 135.96 dinars pour les cours d'achat et de vente. La baisse est considérable. Aussi, le billet vert vaut, dans ce change respectif, 140.65 et 140.67 dinars.



## **Poste frontalier d'Oum-Teboul : Saisie de 15760 euros**

Lors d'un contrôle inopiné, les éléments des services des douanes algériennes du poste frontalier d'Oum Teboul, dans la daïra d'El-Kala (wilaya d'El Tarf) ont saisi une importante somme d'euros, avons-nous auprès de la coordinatrice de la cellule de communication de ces services. L'auteur de l'infraction à la législation de change est un voyageur qui revenait d'un séjour de détente en Tunisie. Il a tenté d'introduire frauduleusement 15.760 euros, enveloppés dans un sac hermétique. Lors de son départ, le voyageur n'avait rien déclaré aux douaniers..



## Fonds détournés : 219 commissions rogatoires internationales lancées

Deux cent dix-neuf (219) commissions rogatoires internationales, dont 43 exécutées et 156 en cours de traitement par les autorités judiciaires des pays concernés, ont été lancées pour l'identification, la saisie et la confiscation des fonds détournés à l'étranger, indique la Déclaration de politique générale du gouvernement devant être présentée, début octobre, à l'Assemblée populaire nationale (APN).



## خطة الرئيس تبون لاسترجاع الأموال المنهوبة

تم إطلاق 219 إنابة قضائية دولية نفذت 43 منها، فيما تجري معالجة 156 أخرى من قبل السلطات القضائية الأجنبية المعنية، وذلك تنفيذا للمسعى الشامل الذي أقره رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، لاسترداد الأموال الناجمة عن الفساد، حسبما ورد في بيان السياسة العامة للحكومة الذي سيعرض يوم 3 أكتوبر القادم على نواب المجلس الشعبي الوطني.



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

 [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

 Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



[@MFinance\\_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES-CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UC...) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger